

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : ASA 20/018/2006 (Public)
Bulletin n° : 186
ÉFAI
17 juillet 2006

Inde. La sécurité des civils, et en particulier des *adivasis*, pris dans le conflit au Chattisgarh suscite toujours de vives inquiétudes

Amnesty International est très préoccupée par la violence qui perdure dans une région forestière isolée de l'État de Chattisgarh, dans le centre de l'Inde. Dans la nuit du 17 juillet 2006, des personnes soupçonnées d'être des maoïstes membres du *People's War Group* (PWG, Groupe de la guerre populaire) ont attaqué un camp, ouvert par le gouvernement du Chattisgarh dans la région de Dantewada, et regroupant les partisans d'une campagne anti-maoïste. L'attaque a fait 17 morts et 70 blessés parmi les civils.

Selon les informations dont dispose Amnesty International, les maoïstes auraient aussi attaqué une antenne du groupe paramilitaire *Central Reserve Police Force* (CRPF, Forces centrales de réserve de la police) dans le camp, situé à Errabore, et enlevé au moins vingt personnes, dont une policière.

Amnesty International est préoccupée par la sécurité des civils, et en particulier des *adivasis* (aborigènes), pris dans le conflit violent qui oppose le PWG et les membres de la campagne anti-maoïste *Salwa Judum*. Les organisations locales de défense des droits humains sont en grande majorité convaincues que cette campagne, dont l'objectif est d'éradiquer le PWG, est commanditée par l'État.

Les organisations indiennes de défense des droits humains s'inquiètent de ce que les *adivasis* de la région se retrouvent pris en tenaille entre les forces de sécurité et les maoïstes. Il est clair pour elles que la campagne *Salwa Judum* est utilisée par le gouvernement de l'État pour intimider les militants maoïstes. Selon elles, plus de 40 000 personnes, dont des *adivasis*, se retrouvent confinées dans des camps où elles ne peuvent pas subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille.

Les Indiens militant en faveur des droits humains sont convaincus également que les *adivasis* sont contraints à participer aux activités organisées dans le cadre de la campagne *Salwa Judum*, et que ceux qui refusent s'exposent à des interventions de la police et des CRPF.

Des sources considèrent que le gouvernement du Chattisgarh, qui fait régulièrement état des homicides dont se rendent coupables les maoïstes, devrait également enquêter sur les morts qui seraient le fait de la *Salwa Judum*.

En décembre 2005, le gouvernement du Chattisgarh a adopté une nouvelle loi relative à la sécurité, aux termes de laquelle il pourrait restreindre considérablement le droit à la liberté d'expression et de réunion dans cet État indien.

Amnesty International exhorte le gouvernement du Chattisgarh à ouvrir une enquête sur les homicides dont ont été victimes des civils dans la région et à modifier la loi sur la sécurité de telle sorte que le droit à la liberté d'expression et de réunion soit protégé.